

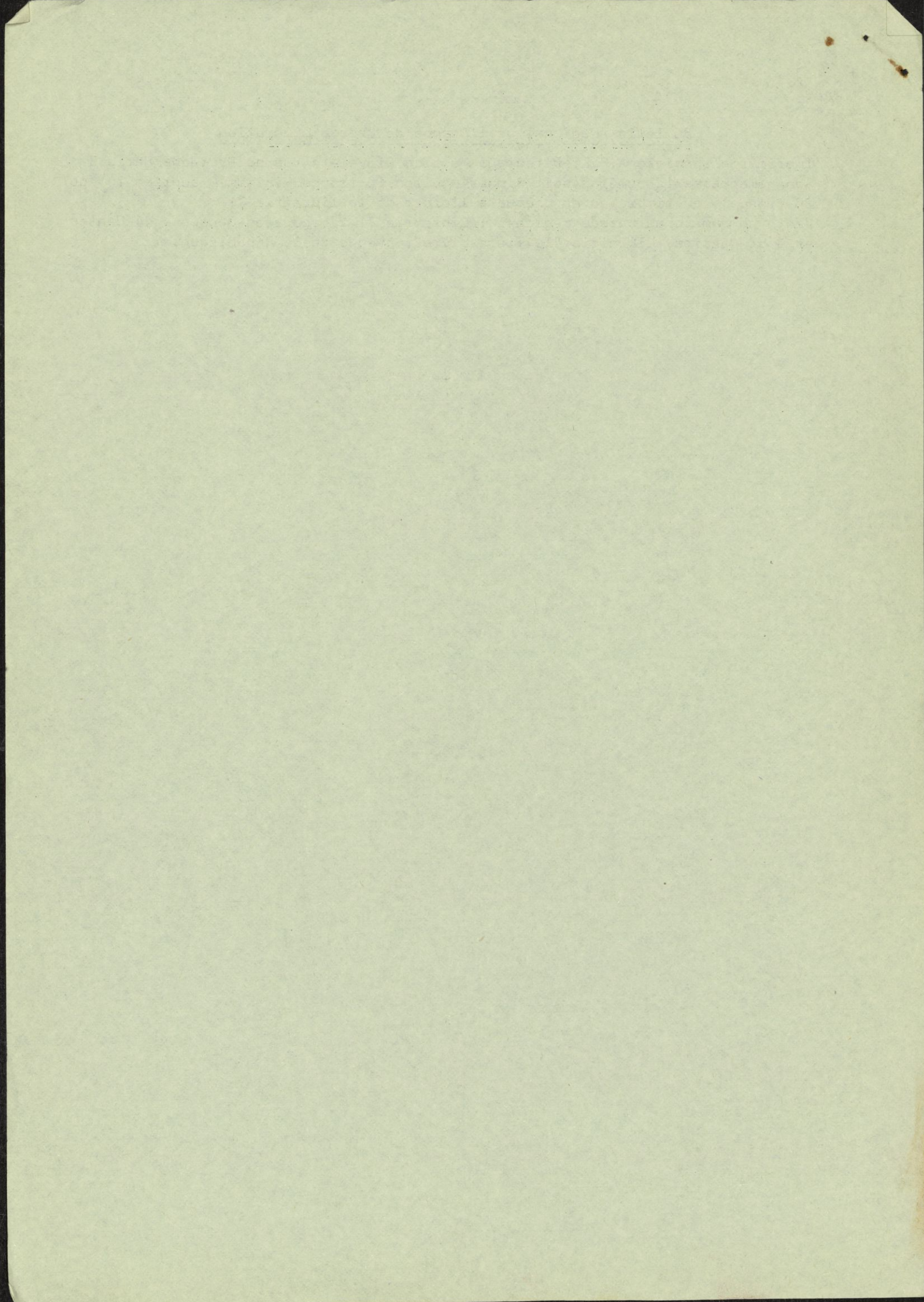
H. 53  
MARDI 6  
NOVEMBRE  
73

A P L

informations  
A R A T E S

Bulletin Régional de l'Agence de Presse Libération

Imprimerie spéciale A.P.L. Directeur Maurice Clavel-14 rue de Bretagne Paris 3  
Abonnements les 12 numéros (soit 3 mois environ) 10 francs minimum - soutien 15 ou  
20 francs - en timbre ou en chèque à l'ordre de la librairie 71  
Vente au numéro au bureau régional : Librairie 71, 29 rue Jean-Jaurès - 44 Nantes  
et à St Nazaire, Librairie "le Tiers Livre", avenue de la République.



QUELQUES NOUVELLES RECENTES DU CHILI

Il ne faut pas attendre de ces quelques notes plus qu'elles ne peuvent en donner il est exclu de réunir des informations exhaustives, compte tenu du black-out officiel; c'est donc à travers une série de contacts individuels, et donc éminemment partiels qu'on peut arriver à joindre quelques pièces du puzzle tragique. Elles sont hélas largement suffisantes pour se convaincre du fait; que la répression est très loin d'être terminée; elle est présente chaque jour depuis le 11 septembre, et la crainte est devenue le pain quotidien d'au moins la moitié des chiliens.

1- LA REPRESSION ARMEE SE POURSUIT DE PLUS BELLE

Bien sûr, ce ne sont plus les vagues d'arrestations massives des premiers jours, ni même probablement les massacres de travailleurs ou de poblatores comme cela était le cas dans plusieurs usines et bidonvilles.

Mais, chaque jour apporte sa moisson de nouvelles atrocités : 11 fusillés ici, 15 là-bas, 10 ailleurs... Tout ceci à partir de ce qui se dit de bouche à oreille, alors que les communications avec la province, (pour les parties de l'U.P.) sont extrêmement difficiles. Les arrestations restent aussi un phénomène quotidien.

De qui s'agit-il alors et pourquoi ?

Autant qu'on puisse en juger, la première vague de répression correspondait à un programme relativement précis : les leaders politiques, les responsables politiques et syndicaux des unités de production, les étrangers (extrémistes) les professeurs marxistes... On en a sû la tragique efficacité : des morts par milliers : (1), des détenus en nombre considérable dont beaucoup ont été sauvagement torturés. Cette vague, "passée" (dont on commence à sortir des rescapés), la répression actuelle a les apparences de l'arbitraire le plus absolu = comment voir l'ombre d'une logique, d'un programme cohérent, là où sont perquisitionnés, détenus, éventuellement torturés et, dans certains cas, fusillés, des gens qui n'ont rien à voir avec l'U.P. (2). Tout donne à penser qu'il s'agit de pure délation auxquelles, comme on sait les chiliens "patriotes" sont quotidiennement invités. Le sort réservé aux personnes ainsi arrêtées dépend principalement du caractère plus ou moins sauvage des unités militaires entre les mains desquelles elles tombent. On sait que rien n'est plus dangereux que d'avoir à faire à l'armée de l'air, et que certains chefs de place se sont acquis une réputation particulièrement sinistre ("LA Serena, Chillan, Temuco)

Un exemple parmi d'autres : 3 semaines après le coup d'état, 7 personnes sont arrêtées dans un immeuble du centre de Santiago. Les recherches anxieuses des familles terminent une quinzaine plus tard à la morgue où sont retrouvés les 7 cadavres. Une vieille dame, fort respectable de l'immeuble serait à l'origine de la délation.

Tout ceci dans une ambiance où les militaires sont omniprésents, armés jusqu'aux dents, où chaque nuit on entend des coups de feu (s'agit-il de simple intimidation, de nervosité de la part des soldats) et où chaque jour on retire du mapocho un ou plusieurs cadavres. On dit que des religieuses qui se sont assigné la tâche d'enterrer tous ces morts en sauraient long sur le nombre des victimes ! On comprend alors l'extraordinaire insécurité où se sentent les partisans de l'U.P. (et sans doute aussi nombre de familles bourgeoises qui abritent clandestinement tel de leurs enfants ou parent qui se sent menacé).

Santiago, or de certains jours de fête, n'a jamais été une ville gaie : elle

---

(1) Le minimum serait de l'ordre de 5.000; il n'est pas exclu que 20.000 soit un chiffre réaliste (en incluant les morts dus à la répression interne des forces armées).

(2) par exemple, le cas d'un démocrate chrétien de droite qui avait festoyé de satisfaction le 11 septembre au soir

Elle s'est miée en ville sinistre. LA source du fameux humour populaire chilien s'est tarie, la peur est partout, la détresse générale.

## 2 - LA REPRESSION ECONOMIQUE COMMENCE

Une partie de la presse française a informé des mesures économiques récemment édictées : blocage des salaires (assorti bien sûr de l'interdiction de la grève), liberté des prix. Ceux-ci, en même temps que réapparaissent nombre d'articles jusque là introuvables, ont été multipliés, d'une façon générale par 2 ou 3 (4 et 5 dans certains cas). Les salaires n'ayant été augmentés que de l'ordre de 60% il est hélas facile d'estimer que ces mesures vont représenter un retour en arrière de plus de 10 ans (alors que le nombre de salariés et de "pobladores" a considérablement augmenté). Le minimum vital mensuel officiel ne permet sûrement pas d'assurer la subsistance d'une famille pendant plus d'une quinzaine de jours !

Comme, parallèlement, le nouveau régime a mis à pied par milliers (pour le seul ministère de l'agriculture, les licenciements s'élevaient à 2.000 au moins) ouvriers, employés et fonctionnaires jugés "indésirables", la situation économique des classes laborieuses urbaines et d'une grande partie de la classe moyenne inférieure est tragique. Le petit commerce, l'artisanat de service... ne manqueront pas d'en subir le contrecoup/

Là encore, on ne peut qu'être atterré de l'extraordinaire violence de cette repression, qui traduit un gigantesque transfert de revenus en faveur des classes possédantes.

## 3- EN FACE D'UN PRESENT ATROCE, UN FUTUR PROCHE QUI NE PEUT ETRE QU'ENCORE PIRE

On se gardera de jouer les madame Soleil : les futurologues politiques n'ont souvent guère plus de succès que les météorologistes. On est toutefois frappés du pessimisme régnant dans le milieu dell'ex U.P. . Il s'appuie sur les considérations suivantes :

- en dehors des mesures économiques, les déclarations de la junte ressortent beaucoup plus du catalogue d'intentions que de programmes concrètement réalisables.

(1)

- Cette improvisation traduit une absence de maîtrise politique de la situation (le contrôle militaire étant, quant à lui, assuré dans les conditions que l'on sait). Deux tendances coexistent actuellement à l'intérieur de la junte : l'une ouvertement fasciste, l'autre du type droitier-paternaliste. D'où, sans doute cette hésitation devant les mesures concrètes à prendre.

- Une activité économique intense (du type brésilien) ne peut s'amorcer qu'avec l'arrivée massive de crédits publics et d'investissements privés. On peut douter que ceci arrive avant que la junte n'ait démontré qu'elle maîtrise parfaitement la situation politique et sociale.

la repression économique provoque déjà un mécontentement populaire qui ne peut aller qu'en s'accroissant, au moins tant qu'une reprise économique ne s'amorce pas. Elle exigera un redoublement de la repression armée.

- Dans ces conditions, tout donne à penser que la junte va vers un durcissement politique et militaire, qui pourrait d'ailleurs se traduire par l'éviction ou la mise en 2<sup>e</sup> position, de la fraction "paternaliste".

---

(1) Un exemple pour ce qui est de la politique agraire, l'ordre du jour est, bien sûr à la décollectivisation et à la privatisation (parcellisation) du domaine exproprié. On parle donc beaucoup d'attributions individuelle qui est devenue la panacée. Mais quand on sait les obstacles matériels, juridiques, administratifs auxquels elle se heurte, on est amené à douter de son effectivité, or de mesures du type intervention militaire des domaines (qui ne sont pas encore à l'ordre du jour mais qui pourraient précisément le devenir).

(2) mais dès lors, aucun doute qu'ilq arrivent massivement.

On en imagine aisément les conséquences : renforcement des contrôles, redoublement des arrestations et sans doute d'exécution.

Le tragique n'est pas installé temporairement au Chili.

Mais il ne l'est sûrement pas définitivement.

-----  
COMMUNIQUE PAR UN CORRESPONDANT :

Dans le bâtiment : A qui le tour de se casser la gueule ?

1 - Décembre 72 - entreprise GUILBEAUD BONNEAU - Le Douet - ST Sébastien - chantier le Bois d'Aubinière, derrière le Marché commun dans le Z.I. de Carquefou.

Directeur : Monsieur PAPON

Chef de chantier : Monsieur OLIVIER

Faute grave contre la sécurité  
=====

à 12 mètres de hauteur, au 4<sup>o</sup> étage, pas de garde fou sous une passerelle - un ouvrier tombe : 3 fractures de la colonne vertébrale, une fracture du bassin et une fracture du poignet. Le nouveau Directeur de l'entreprise reconnaît que "e'est le fait d'avoir tenu en main l'escabeau au moment de sa chute qui lui a probablement sauvé la vie".

2 - Octobre 73 - même entreprise, même chantier, même chef de chantier et nouveau Directeur

18 heures, au 4<sup>o</sup> étage, à 12 mètres, un ouvrier seul vide une benne de béton de 500 Kilo. Le chef de chantier, OLLIVIER, lui crie qu'il faut 4 ouvriers là-haut à la benne. Le travail continue malgré le danger avec l'ouvrier seul. A 19 heures, il fait nuit, l'éclairage du chantier ne marche pas. Cependant, à la lueur des lampadaires lointains de la zone, le travail continue jusqu'à 20 heures. (Affirmation de monsieur Ollivier chef de chantier). Cette fois encore, l'ouvrier ne s'est pas cassé la gueule, ce sera pour une autre fois. Et l'histoire recommencera .

1/L'inspection du travail dressera un procès verbal conforme aux dires du Directeur, du chef de chantier, d'un ouvrier, mais refusera de communiquer le procès verbal "secret"...

2/L'ouvrier ira à la morgue ou à l' hopital

3/L'organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics classera le procès verbal et refusera de la communiquer ..."secret".

4/La Sécurité Sociale classera le procès verbal et refusera de le communiquer

5/Les services sociaux enregistreront l'affaire et, si elle est compliquée, vous donneront force conseils, vous laisseront vous démerder et classera l'affaire à moins que vous ne reveniez à la rescousse.

6/Les médecins vous soigneront et constateront objectivement que le blessé peut reprendre le travail; même si effectivement, le blessé souffre au point de ne pouvoir travailler.

7/Soyez sûr, aucun médecin n'ira contre un autre médecin.

8/Soyez sûr, le Directeur de l'entreprise, fort du support de la loi enverra son ouvrier inutilisable à la ferraille ou à la poubelle.

Ce n'est pas un roman.

Ce sont des faits.  
-----

Une information presque anodine parue dans un bulletin officiel des P.T.T. incompréhensible pour le simple citoyen, de même pour beaucoup d'agents P.T.T. en dehors du secteur concerné : " Le droit de mutation est supprimé dans les centraux des lignes grande distance ( L.G.D. ) de Paris, St Amand, St Germain en Laye, Bordeaux et Lyon Lacassagne. "

Les techniciens et agents de service concernés s'inquiètent vivement de cette décision administrative autoritaire, sans motifs donnés.

Les réponses de source officielle aux questions posées sont floues et contradictoires. Il y aurait paraît-il dans les centraux pré-cités un matériel électronique nécessitant un personnel spécialisé au courant des nouvelles techniques. Ça paraît louche ! ...

En effet, ces centraux n'emploient pas uniquement des techniciens hautement qualifiés mais du personnel "secondaire" ( appelé plus communément agents de service ) ouvriers d'état, standardistes.... En quoi ces gens - là devraient-ils se sentir concernés par ce que l'on exige des électroniciens ?

On s'interroge ... on fouine ... ne se trouve-t-on pas devant un problème complexe? Et si c'était une affaire politique ? ....et de quelle politique ? ...

Par recoupements et de sources bien informées Régis ( c'est le nom du réseau ) serait utilisé par le Ministère de l'intérieur, la Présidence de la République, l'Armée et les Renseignements Généraux. De quoi effectuer du bon boulot !... aux frais du contribuable et contre eux.

Après les consignes du pouvoir d'éliminer des administrations les militants de gauche ou leurs apparentés ( exemple: une téléphoniste auxiliaire P.T.T. de Nantes non militante mais mari objecteur de conscience, avait reçu sa lettre de licenciement bien qu'aucune faute professionnelle ne lui fut reproché. Le directeur régional des Télécommunications interrogé, reconnut avoir reçu des instructions de la Préfecture )

Après les écoutes téléphoniques systématiques, après l'espionnage voire le fichage par les Renseignements généraux de simples militants syndicaux, après que les membres de l'U.D.R. aient reçu l'ordre de relever dans leur quartier les noms de syndicalistes ou d'opposants de gauche, après une télébaillonné à la solde du pouvoir, ne serait-il pas temps de porter le débat sur la place publique et d'engager l'action de toutes ces forces démocratiques.

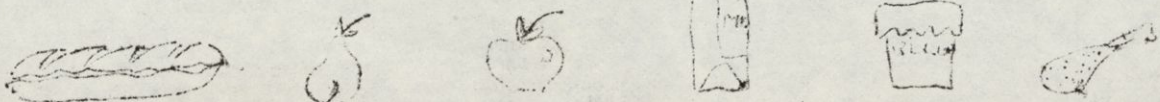
Ceux, croyant de tels propos alarmistes pourraient bien un jour se réveiller trop tard dans une France "chilienne" à moins que ce ne soit une vieille Espagne ou une nouvelle Grèce.

Un correspondant

#### LE MOUVEMENT SE POURSUIT A LA CANTINE DE LA CAISSE MUTUELLE DE REASSURANCE AGRICOLE

La Mutualité Sociale Agricole refusant de satisfaire les revendications des salariés, en particulier l'obtention d'un chèque restaurant. Ceux-ci ont poursuivi leur boycott de la cantine de la C.M.R.A., rue Bergère. La direction de la C.M.R.A. ayant retardé d'une demi-heure l'ouverture de la cantine et en ayant interdit par la force l'entrée aux grévistes, une cinquantaine de salariés des organisations agricoles s'est rassemblée devant la porte et ils ont piqué-niqué dans la rue. L'action qui porte aussi sur la qualité de la nourriture et la gestion de la cantine se poursuit.

Un correspondant



# Lip-Unité

Bulletin d'informations des Travailleurs de chez LIP, publié par la Commission « Popularisation ».

Adresse pour tout courrier : Lip-Unité, « Maison pour Tous » de Palente, 25 - Besançon ou U.L. - C.F.D.T., 3, rue Champrond, 25 - Besançon.

## Ultimatum de Giraud. Fissure de l'unité syndicale. Rupture des négociations. Vote pour la poursuite de la lutte. Coup de force policier. Nouvelles initiatives

Nous traversons des jours difficiles. Depuis des semaines, par l'intermédiaire de Giraud, faux négociateur, homme à tout faire du gouvernement, le pouvoir a cherché la fissure dans notre mouvement. Puis Giraud s'est démasqué à Dijon en rejetant le compromis intersyndical qui lui permettait de conclure. Mais la fissure de l'unité syndicale a permis au pouvoir de lancer une intense campagne d'intoxication, nous présentant comme des « jusqu'aboutistes ».

En fait, les « jusqu'aboutistes » sont du côté du pouvoir. Avec obstination, par la parodie des négociations avec Giraud, par la mise en scène de la « rupture de Dijon », les hommes du pouvoir ont cherché à créer les conditions permettant d'appliquer le plan de démantèlement et de licenciements décidé de longue date par le trust multinational EBAUCHES S.A., propriétaire de LIP. C'est ce qui apparaît de plus en plus clairement.

A présent, le pouvoir cherche à exploiter à fond la fissure de l'unité syndicale. Il frappe et va sans aucun doute chercher à frapper de plus en plus fort. Le coup de force policier lancé contre nous, mardi 22 octobre, en est la preuve. Des C.R.S. encerclent la « Maison pour Tous » où sont regroupés nos commissions et nos sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. Ils protègent une trentaine de policiers qui recherchent l'argent de notre « paye ouvrière » d'octobre. Ils ne trouveront que 13 payes et 30 montres. Mais il faut s'attendre à de nouveaux coups.

Seul le maintien et le renforcement du mouvement de soutien à notre lutte nous permettra de traverser cette étape difficile. Mais ce soutien ne pourra se poursuivre qu'à partir d'une information complète et rigoureuse sur les événements de ces derniers temps. C'est le but de ce numéro de « Lip-Unité ». Le prochain, qui sera diffusé la semaine prochaine, montrera nos efforts pour reconstituer l'unité syndicale et donnera le maximum de détails sur nos nouvelles initiatives pour la poursuite de la lutte. (Contre-Informations en direct de Besançon, Meeting-rencontres « 6 Heures avec LIP », COLLOQUE NATIONAL SUR L'EMPLOI, etc.).

Dans l'immédiat, cette relance de la popularisation a pour but d'imposer au pouvoir la réouverture de négociations pour une solution industrielle au conflit, conforme à nos intérêts. Nous savons que cette solution industrielle est possible et qu'elle est retardée par une volonté politique du pouvoir, inquiet de l'écho rencontré par notre lutte contre le démantèlement et les licenciements au moment où des conflits similaires éclatent un peu partout. (Exemple : la lutte de nos camarades du Livre à l'imprimerie LAROUSSE de Montrouge ou celle de nos camarades de l'O.R.T.F. auxquels nous adressons notre salut fraternel).

Les initiatives de popularisation paraissent indispensables au personnel LIP, quelles que soient nos divergences sur la tactique à suivre pour l'ouverture de nouvelles négociations. Toutefois, depuis le 12 octobre, la section C.G.T.-LIP ne participe, en tant que telle, à aucune de ces initiatives. Elle a demandé à la commission LIP-UNITÉ, qui publie ce bulletin, de le préciser. De même, l'U.D.-C.G.T. du Doubs a demandé que soit retirée son adresse pour le courrier de « LIP-UNITÉ ». Cette adresse avait été donnée — en même temps que celle de l'U.L.-C.F.D.T. — au mois d'août, alors que se précisait la menace d'une intervention policière. De toutes façons, ces deux adresses n'étaient que des « boîtes à lettres » pour « LIP-UNITÉ » qui est publié sous le contrôle collectif et direct des travailleurs de LIP, qu'ils soient syndiqués à la C.G.T., à la C.F.D.T. ou non-syndiqués.

Notre nouvelle adresse est à la « Maison pour Tous » de Palente, 25000 - Besançon, où sont regroupées, nous l'avons déjà dit, nos commissions et nos sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. Mais on peut continuer à nous écrire à l'U.L.-C.F.D.T.

VENREDI 23 SEPTEMBRE. — Quand la nuit tombe sur le terrain de Châteaufarine, lieu de rassemblement de la MARCHÉ DE BESANCON les installations sont à peu près achevées. Le podium, le

restaurant-buvette, les cinémas en toile, la garderie d'enfants (organisée par le C.A.-LIP dont c'est l'unique présence officielle sur le terrain) l'infirmerie, les stands prévus (un certain nombre d'entreprises en lutte, les commissions Lip, les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O.) tout cela est sorti de terre. Un gros travail a été fait en quelques jours. Des milliers de personnes arrivent par petits groupes, sur le terrain. Beaucoup d'habitants de la ville et de la région.

Malheureusement le seul groupe électrogène que nous ayons trouvé à louer (comme si le mot avait été donné) est en mauvais état. Toutes les 10 ou 15 minutes, le terrain est plongé dans l'obscurité. La soirée est désorganisée. Les projections du Film-LIP ne peuvent avoir lieu. Le spectacle prévu ne commence que très tard. Beaucoup de gens sont déjà rentrés en ville. Ceux qui ont eu le courage de rester ont allumé des feux au creux et sur les pentes du vallon. Le froid de la nuit rapproche les visages des flammes.

Un incident se produit vers 23 heures. Contrairement à ce qui avait été décidé, des groupes politiques ont installé des stands avec leur propre matériel. Nos délégués (C.G.T. et C.F.D.T.) leur rappellent notre décision. Ils refusent de se retirer. Pour protester contre leur présence, les responsables C.G.T. décident de retirer du terrain le stand de la C.G.T.-LIP. Une camionnette emporte le matériel C.G.T. Beaucoup de travailleurs de LIP ont regretté cet incident.

SAMEDI 29 SEPTEMBRE. — Tôt le matin, alors que des cars et des voitures commencent à arriver par dizaines, la pluie se met à tomber. Des milliers de personnes pataugent bientôt dans la boue à la recherche d'un abri. Les discussions, les échanges

d'expériences prévus autour des feux du méchoui, autour des stands, dans les « forum », sur l'herbe, sont contrariés par la pluie battante. Pourtant, des milliers de travailleurs, de simples gens venus de toutes les régions, des pays voisins aussi, continuent à manifester leur volonté d'avoir ces discussions, ces échanges d'idées indispensables pour le développement de nos luttes communes sur des bases claires, pour le développement du mouvement de soutien à notre lutte sans malentendus de part et d'autre. Ils sont là, trempés jusqu'aux os, les pieds dans la boue, cherchant à nouer le dialogue malgré tout...

Nous en avons beaucoup discuté entre nous après la MARCHÉ. Il est certain que la pluie a bouleversé nos plans. Mais la pluie n'est pas responsable de tout. Le principal à Châteaufarine, c'était l'accueil, les rencontres, les discussions... et tout cela a été laissé au hasard. Nous n'avons pas apprécié correctement le sens de cette manifestation d'un type nouveau. Beaucoup d'entre nous se sont réfugiés dans les tâches pratiques. Le podium, par exemple, nous a demandé beaucoup d'efforts, les casse-croûtes aussi. Mais tous ces travailleurs, tous ces gens n'avaient pas fait ce voyage pour le podium, les casse-croûtes. Nous n'avons pas suffisamment réfléchi à tout ceci pendant la préparation de la MARCHÉ SUR BESANCON.

A nouveau, pendant le défilé, beaucoup d'entre nous ont éprouvé le sentiment d'être un peu dépassés par l'ampleur de la manifestation. En règle générale, les journalistes ont dit qu'il y avait entre 70 et 100.000 personnes. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'il y avait une foule énorme, que le défilé s'étendait en rangs serrés sur plus de 7 km et que les banderoles et pancartes des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. permettaient de repérer des délégations ouvrières venues de toutes les régions de France.

Il y avait aussi des délégations venues d'Italie et de Suisse (malgré la fermeture de la frontière franco-suisse à la demande des autorités françaises...) et des délégations de groupes et partis politiques d'extrême-gauche reconnaissables à leurs grandes banderoles, à leurs nombreux drapeaux rouges et parfois même à leur fanfare...

La pluie qui continuait à tomber augmentait encore la force de la manifestation.

Place Battant, au terme du défilé, il y eut un certain nombre de discours. Breteau et Chérèque, pour les Fédérations de la Métallurgie C.G.T. et C.F.D.T.; Raymond Burgy et Noëlle Darteville, pour la C.F.D.T. et la C.G.T.-LIP.

A cette occasion, beaucoup de travailleurs de LIP ont regretté que le point de vue du personnel LIP ne soit pas exprimé par un seul discours unitaire, élaboré en commun. Cela aurait évité qu'apparaissent au grand jour des divergences à un moment crucial des négociations, où Giraud et le pouvoir guettaient la moindre fissure de notre unité pour l'exploiter aussitôt.

Il n'empêche que la MARCHÉ SUR BESANCON aura été, par elle-même, un grand succès dont on parlera encore dans la région dans de nombreuses années. Elle a témoigné de la force du mouvement de soutien, de la signification de notre lutte pour de très nombreux travailleurs. Elle a témoigné aussi de la force de nos décisions collectives dans la mesure où cette puissante manifestation s'est déroulée sans aucun incident, comme nous le voulions, et malgré toutes les prédictions pessimistes...

LUNDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE. — Nouvelle réunion avec Giraud dans une salle de l'ancienne Mairie de Besançon. Comme il fallait s'y attendre après la démonstration de force de la MARCHÉ, Giraud se montre très dur. Le pouvoir ne peut pas paraître céder « aux pressions de la rue ». Il est trop tôt pour recueillir le bénéfice éventuel de notre démonstration de force. Giraud annonce qu'il est prêt à réembaucher 989 personnes, pas une de plus, et que c'est à prendre ou à laisser.

Au 30-6-73 le personnel LIP était de 1.228 personnes. Compte tenu des départs volontaires depuis cette date (69) et de 70 personnes de plus de 58 ans pouvant bénéficier éventuellement de pré-retraites, le chiffre de Giraud donne 160 «latesses pour compte».

**MERCREDI 3 OCTOBRE.** — Nouvelle «réunion technique» avec Giraud. Nous lui démontrons une fois de plus, secteur par secteur, que ses propres prévisions d'activité ne pourront être réalisées avec l'effectif qu'il prétend embaucher. Peine perdue.

**JEUDI 4 OCTOBRE.** — Nouvelle réunion avec Giraud à Besançon. Il s'en tient toujours à son chiffre de 989 personnes. Il refuse de poursuivre la discussion sur l'emploi, second volet de la négociation. Durant près de deux heures un silence pesant règne dans la salle de réunion. Pour débloquer la situation, faut-il accepter de passer au troisième volet (les avantages acquis, le statut social) au risque de paraître entériner 160 licenciements? Une nouvelle divergence apparaît entre nos syndicats C.G.T. et C.F.D.T. lorsque la C.G.T. propose à Giraud de passer au troisième volet.

Giraud accepte aussitôt tout en précisant que la discussion sur le statut social sera brève et qu'il faudra s'en tenir à ses propositions. La C.F.D.T. et la C.G.C. ne sont pas d'accord. Une suspension de séance a lieu. La C.G.T. retire sa proposition. La discussion reprend sur l'emploi. Giraud maintient son chiffre de 989 personnes, pas une de plus!

**VENDREDI 5 OCTOBRE.** — Giraud donne une conférence de presse à Besançon. Il lance un ultimatum: «Si mardi prochain à midi, la négociation n'est pas terminée, je me retire...».

**SAMEDI 6 OCTOBRE.** — La C.G.T. donne une conférence de presse, suite à l'ultimatum de Giraud. Elle déclare que, pour sa part, elle accepte le principe des «reconversions extérieures» à condition qu'un certain nombre de garanties précises soient données à ces travailleurs. Elle propose qu'un vote à bulletin secret ait lieu sur cette question dès lundi.

Dans la soirée, la C.F.D.T.-LIP publie un communiqué dans lequel elle déclare que «Giraud est libre de ses mouvements» et que, pour sa part, les négociations sur l'emploi sont loin d'être terminées. Elle demande en particulier que Giraud présente un «plan concret» pour les «reconversions» éventuelles.

**LUNDI 8 OCTOBRE.** — L'Assemblée générale se tient à huis-clos. Deux documents (C.G.T. et C.F.D.T.) sont diffusés au personnel. Dans le premier, la C.G.T.-LIP déclare prendre au sérieux la menace de Giraud de «quitter la négociation» sans renoncer pour autant à l'affaire LIP. «Après avoir quitté la table des négociations», écrit la C.G.T.-LIP, il (Giraud) attendra le bon moment pour envoyer des lettres individuelles de réembauche. Qu'arrivera-t-il alors? Les travailleurs rentreront un par un, divisés, affaiblis... Pour éviter cela, et préserver les acquis de la lutte, la C.G.T.-LIP propose d'accepter les «reconversions extérieures» tout en cherchant à obtenir de Giraud le maximum de garanties pour ces travailleurs.

Dans le second document, la C.F.D.T.-LIP présente une appréciation plus optimiste de la situation et propose de relancer la campagne de popularisation pour obtenir de Giraud, ou de quelqu'un d'autre, la poursuite des négociations sur l'emploi. En un mot, elle rejette l'ultimatum de Giraud concernant la date limite des négociations.

Un vote indicatif, à bras levés, a lieu sur cette question. Faut-il ou non exiger la poursuite des négociations sur l'emploi? A l'exception d'une vingtaine de nos camarades, nous nous prononçons pour la poursuite des négociations sur l'emploi.

Mais la C.G.T.-LIP proteste immédiatement contre ce vote dont elle conteste la signification. A midi, elle diffuse un tract où elle précise: «La C.G.T. propose un vote à bulletin secret sur un changement de tactique dans les discussions sur l'emploi: à savoir, compte tenu de la situation:

— Doit-on continuer à exiger la reprise immédiate de tout le personnel? Peut-on admettre le reclassement extérieur d'un certain nombre de personnes en continuant la lutte pour la reprise du maximum de travailleurs de LIP, la priorité de réembauche chez LIP, assurer le maximum de garanties dans le cadre de reclassement extérieur?...».

Entre-temps, nous avons quitté le cinéma de Palente, où se tiennent nos assemblées générales, et nous sommes descendus en ville jusqu'à l'ancienne Mairie. Nous arrivons juste au moment où Giraud quitte la réunion. L'un d'entre nous lui offre une paire d'œillères de mulet pour témoigner de son entêtement.

Giraud fait annoncer qu'il ne négociera plus à Besançon. Il donne rendez-vous à nos délégués pour le lendemain, à Dijon.

**MARDI 9 OCTOBRE.** — Les négociations reprennent à Dijon. Giraud maintient son chiffre de 989 personnes réembauchées. La situation est bloquée. Le front syndical C.G.T.-C.F.D.T.-F.O.-C.G.C., qui s'est gravement fissuré ces derniers jours, est menacé de rupture.

Pour débloquer la situation, la C.F.D.T. propose alors ce qui a été appelé depuis les «contre-propositions intersyndicales de Dijon» et qui reprennent diverses propositions faites par les quatre organisations au cours des négociations.

Dans ces contre-propositions, nos délégués acceptent le principe d'un certain nombre de «reconversions extérieures» à condition qu'UN EMPLOI A TOUS SOIT GARANTI dans des conditions équivalentes, avec priorité de retour à LIP pour ceux qui auraient un emploi à l'extérieur.

Les trois autres organisations syndicales se rallient à ces contre-propositions qui sont aussitôt présentées à Giraud.

Mais Giraud les rejette. Il part en claquant la porte. Il prend l'entière responsabilité de la rupture.

C'est ce que l'O.R.T.F., les radios, une grande partie de la presse ont cherché à camoufler derrière un déluge de mensonges de déformations, de commentaires fantaisistes.

**JEUDI 11 OCTOBRE.** — Toute la journée est occupée à préparer les conditions d'une décision du personnel sur ce qu'il convient de faire, à ce stade du conflit. De 14 h à 18 h environ, 9 groupes de discussions comprenant chacun de 50 à 100 travailleurs et des délégués C.G.T. et C.F.D.T. se réunissent à la «Maison pour Tous» de Palente, dans les sous-sols de l'église Pie X et au Fort de Ergelle où se trouve notre cantine. Chacun de nous dispose d'un dossier d'information intersyndical d'une dizaine de

feuilles. Celui-ci comprend les positions des deux syndicats, l'état des discussions remis par Giraud au moment de son départ de Dijon, le texte intégral des «contre-propositions syndicales de Dijon» et un document qui met en parallèle, sur trois colonnes, nos revendications initiales, les «contre-propositions syndicales» et ce qu'on appelle le «plan Giraud», qui n'est en fait que le relevé de l'état de ses propositions à la dernière séance de négociations à Dijon.

Ces discussions en groupes nous permettent d'être largement informés, de connaître le point de vue des uns et des autres et d'exprimer le nôtre plus facilement qu'au cours d'une assemblée générale où l'atmosphère est souvent plus tendue, où certains hésitent à parler.

Ces discussions par groupes, nous les avons pratiquées tout au long des six mois de lutte, chaque fois qu'une décision importante devait être prise.

Malheureusement, pendant que nous discutons en groupe à Besançon, une nouvelle cassure s'est produite dans le front syndical, au niveau le plus élevé. La Confédération C.G.T. annonce en effet à la Commission exécutive de la C.F.D.T. qu'elle abandonne les «contre-propositions intersyndicales de Dijon» pour proposer de reprendre la négociation au point où elle en est, et qu'elle demande à la C.G.T.-LIP d'aller dans ce sens.

Pour préserver l'emploi des 989 personnes que Giraud propose de réembaucher, cela revient en fait à accepter la reprise aux conditions posées par Giraud.

A 22 h, une intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T.-LIP se réunit pour faire la synthèse des discussions en groupe et déterminer les questions sur lesquelles auront lieu le vote du lendemain. Un représentant de la F.T.M.-C.G.T. propose en fin de discussion que le vote ait lieu sur une formule conforme à la position proposée dans l'après-midi au niveau fédéral. Cette formule ne correspond pas aux synthèses des discussions en groupe. Il n'y a pas d'accord sur ce point.

**VENDREDI 12 OCTOBRE.** — A l'entrée de l'Assemblée générale où doit se dérouler le vote, la C.G.T.-LIP diffuse un tract intitulé «Scrutin du 12 octobre. Bulletin de Vote». Dans ce tract, la C.G.T.-LIP propose que nous nous prononcions positivement sur la formule suivante: «J'estime que, dans la situation présente, il serait irresponsable de compromettre cet acquit qui se traduirait par la fermeture de l'entreprise. En conséquence, je me prononce pour la reprise d'activité de l'entreprise dans les conditions obtenues, avec la volonté de conserver intacte notre combativité afin de préserver les résultats de notre lutte et d'imposer l'application et l'élargissement des garanties obtenues».

De son côté, suite aux synthèses des discussions en groupe, la C.F.D.T.-LIP a préparé deux autres bulletins de vote.

Sur l'un il est écrit: «Pour arrêter la lutte. Reprise du travail sur la base du Plan Giraud». Sur l'autre: «Pour continuer la lutte. Relance des négociations sur la base de nos revendications initiales: Pas de licenciements. Maintien des avantages acquis».

Finalement, c'est avec ces bulletins-là que nous votons. Chacun de nous reçoit deux bulletins et met le bulletin de son choix dans une urne. Il n'y a pas d'enveloppe, pas d'isoloir mais il est relativement facile de choisir discrètement entre les deux bulletins.

Sur le moment, personne n'a protesté sur les conditions de ce vote. Les opérations de vote, le dépouillement ont été contrôlés par nos délégués C.G.T. et C.F.D.T.

Les résultats sont les suivants: 817 votants, 17 abstentions, 174 pour la reprise, 628 pour la poursuite de la lutte.

Concernant ces chiffres, précisons que sur les 1.228 personnes de l'effectif LIP au 30-6-73, un certain nombre n'était pas appelé à voter: 70 environ qui ont quitté volontairement la société depuis cette date; 101 de LIP-Ornans; 60 environ des bureaux parisiens; 130 environ cadres, ETAM et employés qui se sont placés hors du mouvement. Dans ces conditions, 817 votants signifient une forte participation au vote.

Les jours qui ont suivi ont été difficiles pour nous. Le gouvernement a profité à plein de la rupture de l'unité syndicale. Il essaye de nous démoraliser en multipliant les déclarations comme «LIP, c'est fini!» et en refusant l'ouverture de nouvelles négociations.

Besançon, 23 octobre.

Pour recevoir ce bulletin, envoyer des timbres à 0,50 F à :  
Lip-Unité, «Maison pour Tous» de Palente, 25 - Besançon  
ou U.L. - C.F.D.T., 3, rue Champredon, 25 - Besançon.  
Notre nouveau compte Solidarités :  
C.M.D.P. Palente-Besançon, N° 42.238.640

FAIRE SUIVRE S.V.P.



# Lip Unité

B.SANCON, 30 octobre 73.

Bulletin d'informations des Travaillleurs de chez LIP publié par la commission "Popularisation".

Comme il est expliqué dans "Lip-Unité" N° 12 (ci-joint) l'UD-CGT du Doubs a demandé que son adresse soit retirée pour le courrier de "Lip-Unité". Prière d'en tenir compte pour l'utilisation du présent bulletin.

Dans ce courrier, nous vous envoyons divers documents pouvant faciliter la popularisation plus que jamais indispensable à la poursuite et au succès de notre lutte.

A savoir: - "Lip-Unité" N° 12. Ce bulletin est déjà largement reproduit, à partir de stencils électroniques. La réunion de coordination de notre commission de popularisation en date du 29.10.73, demande un effort de diffusion particulier pour ce numéro.

- L'appel pour le COLLOQUE NATIONAL SUR L'EMPLOI dont nous avons pris l'initiative. Nous souhaitons connaître au plus tôt points de vue et suggestions sur cette initiative. Nous souhaitons aussi la plus large participation possible.

- Une note d'information rédigée à l'intention des travailleurs de LIP qui partent en délégation. Elle peut sans doute vous être utile pour répondre à un certain nombre de questions posées actuellement.

- un document sur notre FILM-LIP. Malgré l'évolution de la situation, ce film reste un instrument très efficace pour la popularisation. Cela est vérifié au cours des nombreuses projections qui continuent à avoir lieu. La location de copies de ce film s'est révélée peu pratique pour nous. Nous vous demandons donc d'envisager l'achat d'une copie (700 F), d'autant que ce film pourra être utilisé après la fin du conflit. C'est l'opinion d'un grand nombre d'acheteurs (40 copies vendues à ce jour).

## SITUATION AU 30 . 10 . 73

Trois semaines après la déclaration fracassante de Messmer: "Lip, c'est fini!" où en sommes-nous? C'est ce que nous cherchons à analyser au cours de nos assemblées générales quotidiennes (toujours très suivies) et des discussions qui se poursuivent à la "Maison pour Tous" de Palente où sont regroupées nos commissions et nos sections syndicales.

La division syndicale se maintient et se reflète dans les analyses et initiatives des deux organisations.

Pour la CGT, si "tout n'est pas perdu et s'il reste un certain nombre de chances de sauver Lip et l'emploi des Lip", cet espoir repose sur l'idée suivante: "Ce qui était possible le 12 Octobre l'est encore" (A.G. du 29.10.73).

Le 12 Octobre eut lieu le vote par lequel, trois jours après la rupture des négociations par Giraud à Dijon, nous avons rejeté le "plan Giraud".

Pour la CGT, il reste une chance d'obtenir du pouvoir que ce "plan Giraud" (même sans Giraud) soit appliqué.

Dans ce but, la CGT demande aux travailleurs de LIP de "s'affirmer sur des positions réalistes et de les faire connaître afin de retrouver sur ce point le soutien de la population".

Pour elle, il n'est pas réaliste d'exiger l'ouverture de nouvelles négociations à partir des "contre-propositions intersyndicales de Dijon", comme le propose la CFDT-LIP. Il faut essayer d'obtenir ce qui paraissait acquis au moment de la rupture.

Elle est intervenue dans ce sens auprès des élus du département, du conseil général, des groupes parlementaires de gauche. Elle propose à chaque travailleur de LIP d'envoyer une lettre ou un télégramme à M. Pompidou pour lui demander d'assurer le non-démantèlement et la sécurité de l'emploi.

Pour la CFDT-LIP, après 15 jours dominés par la déclaration de Messmer "Lip, c'est fini", des voix ont commencé à dire, depuis une semaine, que cela ne pouvait être ainsi et "un jeu économique souterrain commence à se faire jour. Les partenaires en présence sont les suivants:

- le gouvernement. On ne peut s'attendre à le voir changer d'attitude officiellement.

Cependant , les interventions se multiplient et , surtout, on s'aperçoit que, du côté du pouvoir, on n'est pas aussi unanime qu'il paraissait d'abord.

Des patrons , et pas des moindres, ont fait remarquer que Giraud ne pouvait être à la fois l'envoyé du gouvernement et l'industriel désireux de reprendre Lip. C'est une manière dire qu'il n'était pas le meilleur négociateur possible. Sur la rupture aussi, l'unanimité ne règne plus. On commence à s'étonner qu'elle ait eu lieu au moment précis où le "compromis intersyndical" permettait de conclure.

Au cours d'une réunion avec des patrons, Charbonnel lui-même a été quelque peu contesté et l'on a remarqué une certaine évolution de sa part. Pour lui, "Lip, ce n'est plus tout à fait fini... Lip, ce ne serait fini que dans la mesure où aucun industriel ne voudrait de Lip..."

D'autre part, le gouvernement n'a pas la partie facile en ce moment, il y a une nette montée du mécontentement. La hausse des prix y est pour beaucoup. Mais les démantèlements et les licenciements se multiplient (ORTF, Imprimerie, etc...) . Dans ces secteurs, Lip reste une référence. Le pouvoir peut avoir intérêt à terminer des conflits avec Lip qui peuvent être des foyers de contagion.

- EBAUCHES S. A. Le trust multinational continue à jouer un rôle important dans cette affaire. Ce n'est pas un hasard si l'ancien directeur commercial de Lip et 55 personnes des services commerciaux , licenciés par Giraud, viennent d'être réembauchés par une filiale d'EBAUCHES SA qui met ainsi à l'abri le réseau commercial de LIP et s'efforce d'empêcher que LIP tombe aux mains des américains ou des japonais , ses concurrents.

Certes, EBAUCHES SA n'est pas l'allié des travailleurs . Tout le contraire. Ce jeu économique souterrain qui commence à se faire jour montre seulement que LIP, ce n'est pas fini, que beaucoup de gens sont intéressés par une solution industrielle. Il suffit que le blocage du pouvoir diminue un petit peu pour que ces intérêts se manifestent aussitôt.

En particulier, toutes sortes d'intérêts nationaux et régionaux impliquent que Lip reste le pivot d'une horlogerie régionale . Bref, il y a toujours des solutions industrielles en vue. LIP n'est pas une mine de charbon épuisée. Contrairement à ce qu'Ebauche S.A. a cherché à faire croire, LIP est une entreprise viable, rentable, et intéresse à ce titre les capitalistes.

C'est pourquoi si la situation est difficile, la C.F.D.T. LIP n'est pas pessimiste à condition que la division syndicale ne continue pas à faire le jeu du pouvoir et que le mouvement de soutien puisse se poursuivre.

BESANSON LE 30 / 10 / 1973

Adresse pour tout courrier :

LIP-unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25 Besançon,  
ou : U.L.-CFDT, 3 rue Champrond, 25 Besançon.